

Les syndicats ? des larbins de l'État et du patronat !

« Le ni-ni, ce n'est pas la position de la CGT. Cela veut dire qu'il faut aller voter, c'est clair. [...] Le syndicalisme, et la CGT notamment, est un rempart [au Front National]. » (Martinez appelant à voter Macron le 28 avril 2017)

Ça y est, voilà maintenant plusieurs jours que le calendrier de la grève de la SNCF est connu, que les chefs des fédérations syndicales font les énervés, que les ministres font les offusqués, et que les journalistes, exaspérés, donnent à voir et à entendre des Français complètement abattus. A grands coups de communiqués unitaires, les quatre fédérations du rail affichent pompeusement leur belle unité - qu'elles dénomment même « union sacrée » - ! Elles annoncent une « grève dure » pour un « conflit historique », lequel va s'engager dès le 22 mars, jour de l' « énorme manifestation » nationale et unitaire. La CGT promet que la grève sera « ingérable » pour Pépy et le gouvernement ; la CFDT vante le caractère « innovant » de la forme de la grève. Cette fois c'est sûr, la lutte (non le *conflit*... ou plutôt le *cycle des concertations*... !) décidée, menée et organisée par cette intersyndicale forte et déterminée va « faire plier le gouvernement » !

Voilà pour la mascarade, la représentation médiatique de l'annonce de ce mouvement de grève. Dans la réalité pourtant, cela fait des semaines, des mois, et même des années (au moins depuis 2006, date de l'ouverture à la concurrence du transport de marchandises) que les Brun et les Martinez, dans le secret des bureaux et des ministères, négocient la privatisation progressive de la SNCF et accompagnent la régression sociale des salariés du rail, tout en balisant soigneusement la route de la contestation pour canaliser, et s'il le faut réprimer, la révolte des exploités. C'est leur métier, et ils sont grassement payés par l'État et le patronat pour l'exercer. Les syndicalistes sont objectivement des gardiens de l'ordre public capitaliste, et l'ensemble des syndicats forme une institution : le Ministère (informel) de la Force de travail. Sa fonction principale : garder le troupeau des prolétaires, gérer sa révolte, le pacifier, encadrer ses luttes et empêcher que des grèves autonomes ne se développent et ne se propagent, puis négocier la longueur de la tonte.

Les méthodes utilisées par le Ministère informel de la Force de travail pour nous discipliner, on les connaît par cœur. A chaque mouvement de grève, à chaque mouvement social, ce sont les mêmes manœuvres que les syndicats, avec la complicité des médias, nous opposent. En voici quelques exemples parmi les plus significatifs.

- **1/ Calquer l'agenda de la lutte sur celui du gouvernement** : surtout, ne pas être à l'offensive. Il s'agit pour les syndicats d'entreprendre des « négociations », de s'insérer dans des « cycles de concertation » voulues par le gouvernement, et non de l'affronter en lui imposant leur propre tempo. En somme, quand E. Borne, la ministre actuelle des transports, rappelle que « la bonne démarche, c'est la négociation », les syndicats opinent du chef et, histoire de montrer leur bonne volonté, non seulement attendent un mois et demi (le rapport Spinetta fut remis au gouvernement le 15 février dernier) pour faire démarrer le mouvement de grève, mais en plus communiquent leur plan d'action à ses « adversaires » ! Annoncer publiquement et à l'avance le calendrier et les modalités de la grève, c'est un peu comme, pour un général, oublier qu' « un ennemi surpris est à demi vaincu » (Sun Tzu) et décider de révéler tous ses plans à son ennemi en pleine bataille ! Il est on ne peut plus clair que l'intersyndicale ne fait rien d'autre qu'organiser la grève en commun avec le gouvernement et le patronat et lui retirer ainsi toute efficacité réelle.

- **2/ Organiser le spectacle de la contestation** : il est par exemple de coutume de calmer les tensions qui se font sentir à la base en appelant à une ou plusieurs « journées d'actions » - sans grève si possible (seul SUD a déposé un préavis national de grève pour la manifestation du 22 mars prochain) -, en réalité de pitoyables défilés qu'il s'agit de rendre les plus moutonniers et dépolitisés possible. La manifestation prend le pas sur la grève, se réduisant à une sorte de Téléthon ou de Roue de la Fortune médiatique (« Le million ! Le million ! »), comme si une simple masse de manifestants suffisait à faire reculer le gouvernement ! Il est aussi habituel pour les syndicats d'enfermer les différentes luttes des différents secteurs d'activités dans un corporatisme réactionnaire, et, à l'intérieur de chaque secteur, de chaque métier, de circonscrire les grèves à des journées de 24h. De cette manière, chaque grève est rendue aussi inoffensive qu'elle peut l'être.

- **3/ Réprimer les aspirations à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, par un travail de sape idéologique et psychologique** : les syndicalistes n'ont cessé d'invoquer leur souveraineté et leur légitimité, dont le fondement serait la tradition pour les uns (« Nous avons plus d'un siècle de luttes derrière nous » !), l'élection pour les autres (« Nous avons un mandat, nous ! »), ou l'institutionnalisation de la contestation, ou encore l'expertise et la technicité acquises par les délégués, habitués à négocier. Sous-entendu : « Vous, simples prolos sans expérience, habitués à suivre les consignes et à obéir, vous vous imaginez être aptes à affronter le patron ou le gouvernement ? Ne soyez pas si ambitieux ! » ; « Tout cela vous dépasse ! Restez à votre petite place pendant que nous les délégués, on s'occupe de votre salaire, de vos droits ! » ; « La lutte de classe, c'est une affaire de spécialistes ! ». Ou encore, sur le mode de la culpabilisation : « Mêlez-vous de vos affaires et cessez de faire le jeu de la réaction ! Les travailleurs nous appartiennent : laissez faire les habitués, les institués, ceux qui se battent au quotidien ! »

- **4/ Organiser l'amnésie collective** : « Je ne me souviens pas du tout de 1995. J'étais très jeune, 17 ans. Il y a une mythologie dans l'entreprise, mais pour ce qui me concerne, pas du tout ! » (L. Brun, actuel secrétaire général de la CGT Cheminots). Pour les centrales syndicales, il est essentiel de faire oublier certaines luttes du passé, celles qui se sont affirmées en les affrontant et en les débordant, comme les luttes de 1995 ou de 1986. Il faut aussi faire oublier aux travailleurs d'aujourd'hui qu'à l'époque, les cheminots avaient refusé de reprendre le travail tant que les jours de grève n'avaient pas été intégralement remboursés par la SNCF. Faire oublier aussi que les centrales syndicales sont pétées de thunes. Tout cela pourrait ruiner leur argumentaire consistant à dire que les cheminots ne peuvent financièrement pas se permettre de faire grève de manière trop continue (!), argumentaire qui ne vise en réalité qu'à justifier leur lamentable plan de grève (2 jours sur 5 à partir du 3 avril).

-5/ **Saboter les grèves sauvages** : Quand les syndicats sont débordés par les luttes autonomes, ils déploient alors toutes sortes de procédés visant à saboter ces grèves sauvages, leurs comités insubordonnés et leurs assemblées souveraines. On l'a vu par exemple en 1986, lorsque la CGT a monté des piquets de travail pour empêcher les cheminots de Paris-Ouest de s'organiser de manière autonome dans leurs propres comités de grève.

-6/ **Capituler** : La capitulation est généralement savamment orchestrée. Après plusieurs jours de grève (le plus souvent qualifiée de « dure » par les médias), le gouvernement lâche quelques miettes, que les négociateurs professionnels pourront fièrement brandir pour montrer à leurs électeurs quelle belle victoire ils ont remportée. Puis, dans un ordre très précis (la CGT et SUD en dernier), les syndicats appellent les uns après les autres à la reprise du travail. Tout se remet en ordre. La bourgeoisie a encore fait un pas de plus dans le chemin de la régression sociale.

Il est grand temps que les travailleurs décident par et pour eux-mêmes des modalités de leur propre grève ! Qu'ils affrontent tous ceux qui feront barrage à l'émancipation universelle ! Nos intérêts et ceux des syndicats sont contradictoires : débordons les comme en 68 et en 95 ! La Révolution se passera des experts et des négociateurs !